

Bull. Acad. Vét. de France, 1995, 68, 81-86

Les deux visages de l'écologie : conséquences sur l'éthique du rapport Humains-Animaux

par Marc V. CATSARAS*

RÉSUMÉ

Les deux conceptions de l'écologie : l'"écologie environnementale" et l'"écologie profonde" sont examinées dans une perspective historique d'une part, dans leurs aspects actuels d'autre part. Les conséquences, enfin, sur l'éthique du rapport Humains-Animaux sont discutées, en particulier la question : droits des animaux ou animaux sujets de droit.

Mots clés : Écologie - Éthique - Rapports Humains - Animaux.

SUMMARY

THE TWO FACES OF ECOLOGY : CONSEQUENCES ON ETHICS OF HUMANS-ANIMALS RELATIONSHIP

The two conceptions of ecology : "environmental ecology" and "deep ecology" are examined in historical perspective in one hand, in their actual aspects in the other hand. Consequences finally on ethics of Humans-Animals relationship are discussed, particularly the question : rights of animals or animals right subjects.

Key words : Ecology - Ethics - Humans - Animals relationship.

Il faut savoir que deux façons de concevoir l'écologie sont aujourd'hui parfaitement structurées, et on peut dire de plus, comme nous le verrons plus loin, que cela remonte déjà à un passé plus ou moins lointain ; il y a, en effet, une "écologie environnementaliste" et une "écologie profonde". Les deux conceptions ont une incidence directe sur deux questions éthiques de fond : les relations des humains avec la nature, prise au sens large du terme, d'une part, et les caractéristiques de la modernité considérée dans son ensemble, d'autre part ; cela entraîne nécessairement des conséquences sur l'éthique du rapport Humains-Animaux.

* Professeur, Chef de Service à l'Institut Pasteur - BP 245 59019 Lille cedex

Nous envisagerons donc, uniquement sous l'angle ainsi défini, tout d'abord d'où viennent les deux conceptions présentes de l'écologie, en nous plaçant dans une perspective historique et en cadrant les rapports qui existent avec la philosophie et la politique ; puis, nous verrons ce qu'il en est aujourd'hui en faisant le point sur les positions des uns et des autres ; enfin, nous examinerons le devenir des deux conceptions en relation avec les conséquences sur l'éthique du rapport Humains-Animaux.

I. HISTORIQUE DES CONCEPTIONS ÉCOLOGIQUES

Les tendances actuelles de l'“écologie profonde” se rattachent à certaines traditions millénaires orientales ou extrême-orientales pour ce qui concerne certaines parties du monde, ou aux civilisations grecque et romaine pour notre monde occidental. Dans ces pays, autres que les nôtres, ou à ces époques qui ont précédé directement nos sociétés occidentales, une primauté relative est accordée à la nature, dans laquelle l'humain doit se fondre harmonieusement. On peut bien reconnaître que la capacité pour les humains d'intervenir sur les grands phénomènes naturels, était alors quasi nulle, et qu'ils acceptaient forcément de subir tout cela, avec éventuellement l'aide des dieux (multiples ou panthéisme), ou de Dieu (unique = monothéisme). Toujours est-il qu'aujourd'hui, si la capacité d'intervenir sur la nature existe bel et bien, on peut encore s'interroger sur le bien-fondé d'une telle intervention, et de plus les phénomènes naturels sont tellement puissants que, dans de nombreux cas, les humains ne peuvent, aujourd'hui encore, que les subir.

Plus tard, dans nos sociétés occidentales, une certaine reconnaissance de la personne animale, comme nous l'avons déjà dit en 1992 (1), dans “L'être et la personne chez les humains et les animaux”, s'est manifestée, au Moyen-Age, sous la forme curieuse des procès d'animaux. C'est-à-dire “qu'on n'hésitait pas à citer individuellement devant un tribunal un animal – donc une personne – perçu comme néfaste ou dangereux”. Cette pratique a survécu jusqu'à la révolution au cours de laquelle des tribunaux de peuple ont jugé et condamné des individus animaux pour, comble du ridicule, des motifs d'ordre civique”. C'est le triomphe des idées révolutionnaires et républicaines qui mit fin aux procès d'animaux.

Au plan philosophique, l'“écologie profonde” part en guerre contre l'humain, puisqu'elle prend parti pour la nature et, par voie de conséquence, elle charge l'humain de tous les péchés : c'est lui qui exploite la nature et qui détruit les équilibres naturels, c'est lui qui dégrade, qui souille et qui pille tout. Le thème est classique : c'est celui du romantisme allemand et, dans la continuité, du romantisme nord-américain.

Au plan politique, les droits de la nature sous-tendent l'action de certaines organisations internationales, comme “Green-Peace” qui, depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, défend l'idée qu'il faut donner des droits à la nature. Curieusement, l'Allemagne nazie de Hitler, l'Allemagne

nationale-socialiste, a développé une législation de protection de la nature, en même temps qu'elle considérait certaines populations comme "impures", ce qui conduisit aux génocides que l'on connaît : la volonté de pureté, dans les deux cas, fut soutenue avec une froide détermination, marquée au coin d'une folie meurtrière.

A l'opposé, l'"écologie environnementale" est le contraire de ces différentes pensées, et elle se rattache tout naturellement à l'humanisme grec, au droit romain, ou encore à l'humanisme de la Renaissance et de nos époques modernes, pétries de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1789.

II. LES ÉCOLOGIES D'AUJOURD'HUI

Il y a, aujourd'hui comme hier, deux courants écologiques : "écologie environnementale" et "écologie profonde", qui sont même institutionnalisés par exemple aux États-Unis, où il existe des cours d'"éthique environnementale". Mais d'autres philosophes, allemand comme Hans JONAS, ou français comme Michel SERRES, ne sont pas en reste.

Pour le premier courant, la nature et tout ce qu'elle contient n'a pas de valeur pour elle-même ; il faut la protéger certainement, parce que les humains en ont besoin pour se protéger eux-mêmes. Le risque est évidemment qu'une radicalisation excessive fasse considérer que seuls les humains comptent et que tout le reste est à sa disposition : d'assez nombreuses catastrophes causées par les humains sont là pour nous rappeler qu'un certain équilibre est nécessaire. Le pari consiste donc à harmoniser environnement et technologies modernes. Nous en reparlerons.

Le second courant : l'"écologie profonde", qui pose d'ailleurs un problème considérable, nécessite de développer toute une série de considérations. Dans ce domaine, l'ouvrage de référence est celui de Luc FERRY, publié à la rentrée 1992 "Le Nouvel Ordre écologique" (2). Au plan philosophique, les tenants de l'"écologie profonde" considèrent que la nature est primordiale, qu'elle doit être sauvegardée, quelles que puissent être les considérations d'ordre humain et que, en conséquence, il faut lui accorder de véritables droits. Certains se bornent, par exemple, à demander un statut juridique pour les animaux, mais il en est d'autres qui prétendent qu'il faut instituer le droit des arbres, des rochers, des eaux et des mers ! Des intellectuels connus défendent de telles thèses : des États-Uniens comme Aldo Léopold, ou encore cet universitaire de Stanford, Christopher D. Stone, l'Allemand Hans Jonas dont le livre "Le principe de responsabilité" s'est vendu à plus de 150 000 exemplaires, ou le Français Michel SERRES qui, dans son livre "Le contrat naturel" prône, selon Luc FERRY, le remplacement du contrat social par un droit de la nature.

Un relais existe incontestablement au plan politique, et sans développer particulièrement cet aspect de la question, il faut cependant signaler que, en France, les Verts s'inspirent largement de ces vues (encore que, depuis leur scission récente, le message soit plus ou moins brouillé). Des organisations internationales, comme Green-Peace, déjà citée, ou comme cette autre organisation aux États-Unis, l'une des plus puissantes au monde qui, je cite Luc FERRY, se dressa contre la société Walt Disney, sont mues par les mêmes motivations ; cette association, en effet, porte plainte contre la dite société, qui voulait construire un complexe de jeu dans une vallée célèbre "Mineral King" de la sierra Nevada, et soutint que les droits de la vallée elle-même étaient lésés.

Pour les partisans aujourd'hui de l'"écologie profonde" comme pour les avocats du XV^e siècle, tous les êtres vivants font partie d'une totalité et ils sont à ce titre non seulement respectables, mais encore dignes de droit. Une telle vue des choses est en contradiction avec l'autre tradition, fort ancienne et dominante à l'heure actuelle : l'humanisme.

Dans leur livre récent, paru en 1993, et intitulé "Des animaux et des hommes" Luc FERRY et Claudine GERME (5) développent les idées qui ont conduit, via le courant utilitariste du XVIII^e siècle, à la notion actuelle du Droit des Animaux. Dans son Discours d'usage, à notre tribune, lors de notre séance solennelle du 1^{er} décembre 1994, Luc FERRY (7) a repris les thèmes de l'ouvrage précédent, et nous nous limiterons ici à rappeler brièvement les 5 grands arguments qu'il a cités comme étant la base de la pensée des écologistes profonds au sujet du Droit des animaux :

- la démocratie états-unienne considère qu'il est normal qu'après la citoyenneté accordée aux esclaves noirs, le vote des femmes et le droit des enfants à plaider contre leurs parents, l'accession des animaux à un droit reconnu soit également obtenue ;

- est un sujet de droit tout être qui éprouve plaisir et souffrance ;

- l'intérêt d'un être vaut celui de tout autre être sans aucune hiérarchie ;

- les différences qui peuvent exister entre les humains et les animaux n'ont pas de sens juridique et donc ne génèrent aucun droit particulier ;

- enfin la notion d'équité entre animaux et humains exclut l'égalité, afin de ne pas devoir... donner le droit de vote aux vaches !

Là en est aujourd'hui le débat, et les conséquences sur l'éthique du rapport Humains-Animaux, déjà entrevues, feront l'objet d'un développement dans la troisième partie, en liant celles-ci au devenir de l'écologie.

III. DEVENIR DE L'ÉCOLOGIE ET ÉTHIQUE DU RAPPORT HUMAINS-ANIMAUX

Il y a deux enjeux qui nous concernent tous : l'avenir de l'écologie au plan politique d'une part, le rapport entre les humains et les animaux d'autre part.

Les deux visions différentes de l'écologie évolueront nécessairement, d'après Luc FERRY (2), vers deux modèles de société opposés. Cela n'est pas nouveau : le premier modèle, qui sublimise la nature, bonne, généreuse, naturelle, vierge, alors que le second privilégie la nature domptée, travaillée, ordonnée ont, dans le passé, tous deux été compris dans deux systèmes philosophiques, respectivement le romantisme et l'humanisme. L'humanisme, qui a été en phase avec le libéralisme (pas le sauvage, mais l'éclairé) et la démocratie, l'a emporté sans conteste. Mais aujourd'hui que les humains ont acquis la potentialité de dévaster et de détruire notre Terre, il n'est plus du tout sûr que le progrès scientifique soit synonyme de liberté et de bonheur. La question est donc posée, et c'est ainsi que l'écologie a fait irruption dans notre monde sous une forme nouvelle.

Pour ce qui concerne la nature en général et les animaux en particulier, nous avons écrit nous-même dans l'article déjà précédemment cité (1) : "L'être humain, comme l'être animal, participent au même système et au même destin : celui de la vie, telle qu'elle est sur terre... Il n'y a aucune vraie différence fondamentale entre un humain et un animal. Tous, nous sommes des êtres vivants, l'expression de la vie ; et toute vie mérite le respect".

Dans un article suivant, paru à la fin de 1992, et intitulé : "Entretien et retrait de la vie par les humains et les animaux" (3) nous disions : "Tout ce qui vit donne à la fois la vie et la mort, même indirectement ; tout ce qui vit - humains et animaux, et aussi végétaux - est venu à la vie et court vers la mort... Entretenir la vie et retirer la vie, c'est-à-dire donner la mort, sont deux obligations auxquelles nul ne peut échapper dans ce monde... L'essentiel est de respecter et de faire respecter des principes d'éthique : toute vie doit être respectée, et toute mort doit être respectée". Nous ajoutons que la nature n'est pas, il s'en faut de beaucoup, "bonne" ni "mauvaise" d'ailleurs ; elle est en réalité neutre ; les lois qui la gouvernent sont immuables, jusqu'à présent, et inflexibles.

Dans un troisième article, paru en 1993 (4), nous avons parlé de "L'âme et le transfert des âmes chez les humains et les animaux" et montré qu'il n'y avait pas de raison objective pour différencier, de ce point de vue comme pour les autres précédemment, les humains et les animaux.

Cette façon de voir consiste à replacer les humains dans le cadre plus général qu'est leur environnement, de donner aux animaux et aux végétaux la place qui est la leur sur notre planète. Dans ces conditions, il ne peut être question de faire des animaux et des végétaux des sujets de droit, ce qui d'ailleurs déboucherait sur des situations totalement absurdes, telles que celles qui ont pu être connues dans nos sociétés occidentales et qui ont été rappelées plus haut. Par contre, il est impératif aujourd'hui que les humains, ayant pris conscience de leur capacité de nuisance et de destruction sur la terre, se chargent du devoir de protéger

les animaux et les végétaux... et les humains, bref tout ce qui vit dans notre monde. C'est également l'avis de Jeanine CHANTEUR, en 1993 (6).

L'écologie, vue ainsi, ne peut s'inscrire que dans une logique démocratique car, pense Luc FERRY (2), il n'y a aucune différence fondamentale entre les partis politiques traditionnels et les vues d'une écologie qui vise, en respectant la vie et la planète, à concourir à ce que les humains vivent en harmonie avec l'ensemble de leur environnement : c'est donc du réformisme, avec intégration dans les partis démocratiques traditionnels. De plus d'ailleurs, l'écologie est au cœur du débat sur l'avenir de l'Union Européenne, les problèmes du transfert de souveraineté, de supra-nationalité ou de subsidiarité.

L'autre écologie, qui veut exister politiquement en tant que telle, n'a d'autre choix que de s'opposer à la vue équilibrée précédente, symbolisée par la voie démocratique, en critiquant fondamentalement les valeurs auxquelles ils ne souscrivent que partiellement, et donc en se radicalisant. Pour exister politiquement, ils seront obligés de soutenir les thèses les plus extrêmes : la conception antimoderne des fondamentalistes, qui glorifie la nature, les animaux, les plantes, les rocs, les eaux, et qui considère les humains comme des être néfastes dans la vaste nature.

En conclusion, l'éthique du rapport Humains-Animaux impose aux humains, plus encore aujourd'hui qu'hier, en raison du pouvoir de détruire qu'ils ont acquis, des devoirs impérieux pour préserver les animaux, les végétaux, et plus globalement la vie tout entière sur la Terre, y compris les humains. Au nom de ces principes, il ne saurait être question d'envisager que soient sujets de droit les animaux... les plantes, les arbres ou les rocs.

De ce point de vue, seule l'écologie environnementale mérite d'être soutenue. L'écologie profonde, par contre, est totalement en contradiction avec les principes ainsi définis, et il est souhaitable, pour la paix et la tranquillité de tout ce qui vit sur la terre, qu'elle ne connaisse pas un développement important.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] CATSARAS (Marc). - L'être et la personne chez les humains et les animaux. *Bull. Acad. Vét. de France* 1992, 65, 355-359.
 - [2] FERRY (Luc). - Le Nouvel Ordre écologique, éd. Grasset, Paris, 1992.
 - [3] CATSARAS (Marc). - Entretien et retrait de la vie par les humains et les animaux. *Bull. Acad. Vét. de France* 1992, 65, 519-524.
 - [4] CATSARAS (Marc). - L'âme et le transfert des âmes chez les humains et les animaux. *Bull. Acad. Vét. de France*, 1993, 66, 221-226.
 - [5] FERRY (Luc) et GERME (Claudine). - Des animaux et des hommes. Le Livre de Poche Biblio., Paris, 1993.
 - [6] CHANTEUR (Jeanine). - Du droit des bêtes à disposer d'elles-mêmes. Coll. La couleur des idées, Ed. Le seuil, Paris 1993.
 - [7] FERRY (Luc). - Des animaux et des hommes. Discours d'usage, *Acad. Vét. de France*, Séance solennelle du 1^{er} décembre 1994, *Bull. Acad. Vét. de France*, 1994, 67, 377-390.
-